

POUR UNE EUROPE

**DE L'ÉGALITÉ,
DE LA SOLIDARITÉ
ET DE
LA DEMOCRATIE**

Résumé Avec l'approfondissement de la crise économique et sociale, la croyance des citoyens dans la capacité du projet européen à assurer un bien-être collectif a reculé. Particulièrement mais pas seulement dans les pays où les politiques d'austérité sont supervisées par les institutions européennes, l'UE est perçue comme responsable du recul des droits et de la démocratie. La critique de l'Europe s'étend même parmi ceux qui veulent encore et toujours construire un futur commun mais pensent que l'actuel projet européen n'assure pas démocratie, justice sociale et solidarité.

Cette croissante désaffection s'accompagne de grandes mobilisations mais aussi, malheureusement, d'affirmations d'opinions et de comportements xénophobes et racistes. Il faut que dorénavant les politiques européennes illustrent les valeurs énoncées dans la Charte européenne des droits fondamentaux et renversent les effets dévastateurs dans les champs sociaux et démocratiques des politiques qui ont été menées.

Une confiance dans les institutions qui s'évapore, la légitimité des décisions de l'UE en question.

Avec l'approfondissement de l'intégration européenne, le contrôle démocratique est mis au défi de l'opacité du système de gouvernance impliquant de multiples niveaux et institutions. Le fossé démocratique s'est creusé malgré les contre-pouvoirs introduits avec le traité de Lisbonne, comme le rôle accru des Parlements européens et nationaux ou la promesse de mise en place d'un dialogue civil comme principe de gouvernance.

**ENTRE
ASPIRATIONS
INDIVIDUELLES
ET ASPIRATIONS
COLLECTIVES,
L'ÉQUILIBRE
PARAIT ROMPU**

La gestion de la crise en Europe a renforcé la défiance envers les institutions. Pendant des décennies, les politiques européennes inscrites dans l'économie de marché ont considéré les citoyens comme étant surtout des individus-consommateurs, privilégiant cela sur les approches collectives. Dans la crise actuelle, les priorités des politiques publiques s'éloignent de l'accès universel effectif aux droits fondamentaux avec les mesures d'austérité imposées dans les pays les plus faibles qui dégradent

la situation de millions de personnes. En novembre 2013, Eurostat constate qu'un européen sur quatre est en situation ou en risque de pauvreté, alors que le taux de chômage atteint des niveaux historiquement hauts. La croissance des inégalités sociales conduit les citoyens à interroger sa valeur ajoutée voire ses bases.

Malgré la croissance économique globale des dernières décennies, on constate en Europe l'accroissement des inégalités, tant sociales que territoriales, et une polarisation entre riches et pauvres comme résultat des politiques menées. L'intégration

économique et financière a naturellement profité aux pays les mieux placés pour bénéficier du grand espace européen aux régulations unifiées, les richesses produites s'y concentrant. Les conséquences sociales résultant de la concentration territoriale des richesses restent de la responsabilité de chaque pays, sans que les plus faibles ne bénéficient d'une redistribution significative de la richesse produite. Ainsi, les pays riches répondent aux conséquences sociales du développement économique déséquilibré avec leurs moyens, et les pays rencontrant les difficultés économiques doivent le faire avec les leurs. Dans ce contexte, pour répondre aux déséquilibres, les politiques publiques reposent essentiellement sur le dumping fiscal et le dumping social.

De plus, alors que d'énormes moyens publics (en fait l'argent des contribuables) ont été consacrés à sauver le système financier, la poursuite des comportements qui ont été la cause première de la crise financière continue à mettre en péril l'intérêt général. Quant à la récession des dernières années, elle conduit à la croissance de la dette publique et à l'exclusion.

Avec le nombre croissant de citoyens dans l'exclusion sociale et de ceux qui craignent de décrocher, personne ne peut être surpris de la montée des réticences dans les territoires riches de partager avec les territoires pauvres. Les anxiétés individuelles et collectives tendent à être exprimées par des propositions et des comportements xénophobes et racistes traquées par la montée des populismes réactionnaires.

**DÉSENCHANTEMENT
POLITIQUE ET
POPULISMES
RÉACTIONNAIRES
EN PROGRESSION**

Construire une société véritablement inclusive et solidaire est essentiel.

À la recherche de réponses aux effets de la crise et des sévères politiques d'austérité, les citoyens cherchent à s'organiser au niveau local pour résister à la privation d'accès aux droits fondamentaux. Cela montre combien les citoyens d'Europe aspirent à un bien-être collectif construit sur le principe de la solidarité, en accord avec les valeurs proclamées sur lesquelles l'UE a été fondée.

Cependant, ces réponses construites dans la crise ne sont pas par elles-mêmes susceptibles de répondre aux obstacles à l'accès aux droits pour tous. L'avenir du bien-être dans les États-membres et dans l'Union elle-même dépend essentiellement de politiques publiques capables d'assurer les sécurités et d'accompagner une société réellement inclusive et solidaire pour tous les résidents sur tout le territoire de l'UE.

Les politiques publiques européennes doivent permettre l'accès effectif aux droits fondamentaux pour tous les résidents, répondre efficacement à la distribution inégale des pouvoirs et des richesses dans l'UE, combattre la pauvreté, l'exclusion sociale et le chômage qui sont les catalyseurs les plus puissants du populisme, des revendications et des actes xénophobes. L'Europe doit être cet espace où les valeurs de laïcité sont traduites dans le fonctionnement des sociétés pour que la diversité des identités, des croyances et convictions religieuses ou philosophiques soit pleinement reconnue et ne fasse l'objet d'aucune discrimination par les autorités publiques au niveau local, national et européen.

**COMBATTRE,
LA PAUVRETÉ,
L'EXCLUSION
SOCIALE ET
LE CHÔMAGE**

La résilience de l'Union économique et monétaire est assurément un élément essentiel pour construire un futur commun. Cependant, l'UEM doit s'appuyer également sur des politiques redistributives européennes, incluant des moyens budgétaires accrus pour les politiques de cohésion. De telles redistributions pourraient par exemple s'appuyer sur un retour à des ressources européennes propres plus élevées et un niveau adéquat de transferts financiers des pays/territoires riches vers les entités pauvres. L'objectif est de pouvoir renforcer l'accès universel à l'emploi, à un revenu décent, à la santé, à l'éducation, au logement, à l'environnement, aux sécurités sociales, à des politiques communes pour faire face à la crise de l'endettement, rouvrant ainsi la perspective d'un destin commun des peuples au sein de l'Union.

DES POLITIQUES REDISTRIBUTIVES EUROPÉENNES SONT NÉCESSAIRES

Répondre efficacement à l'euroscpticisme nécessite que soient correctement traitées deux questions :

- Comment réconcilier les politiques européennes avec les grands principes pour qu'elles répondent en termes de justice sociale, de solidarité entre générations et de solidarité entre États-membres aux valeurs affirmées dans l'Article 3 du traité de Lisbonne ?
- Comment réengager un fonctionnement des institutions européennes qui reflète de façon visible le besoin de transparence et de responsabilité ?

Avec la mondialisation, les droits des citoyens en Europe sont intimement liés et interdépendants avec l'effectivité des droits dans le reste du monde. Plus que jamais, l'Europe doit tenir son rôle en soutenant l'accès universel aux droits à la paix, à l'éducation, à la santé, à l'eau, à la nourriture, aux sécurités sociales dans les pays émergents et en développement.



Pour des politiques publiques qui traduisent les valeurs proclamées de l'UE et poursuivent les objectifs collectifs de solidarité, d'égalité et de démocratie.

L'EUROPE DOIT RÉÉQUILIBRER LA FINANCE ET L'ÉCONOMIE PAR LA JUSTICE SOCIALE

L'Europe est confrontée à de tels **déséquilibres économiques et sociaux** que leur résolution implique réflexion et profonds changements pour clarifier et redéfinir la nature des politiques européennes qui sous-tendent le projet européen lui-même. Le « récit » dominant affirme que la crise ne vient pas de la spéculation financière mais de trop d'interventions publiques (via les services d'intérêts généraux et les dépenses sociales) combinées avec une soi-disant fainéantise des citoyens des « PIIGS » (Portugal, Italie, Irlande, Grèce, Espagne). Ce « récit » doit être rejeté car il n'a pas de fondement économique et parce qu'il s'oppose directement aux fondations, à la philosophie et aux principes de notre contrat européen.

L'Europe doit **passer d'un modèle de concurrence par le marché** (un modèle reposant sur les échanges de biens et de services, sur l'accumulation de capital, qui conduit à la fragmentation, à la concurrence sociale et intergénérationnelle, aux ressentiments nationaux et régionaux, aux peurs et aux tensions entre autochtones et migrants, aux divisions entre travailleurs à contrats stables, précaires et sans-emplois) **à un modèle social capable de répondre aux aspirations citoyennes de solidarité, de respect mutuel et de justice sociale**. Un tel modèle devrait adopter une définition du bien-être qui fasse sens et **repenser une économie qui enfin soit au service des citoyens et de l'environnement**, et pas l'inverse. Penser donc l'économie au-delà du PIB et pour une distribution équitable et soutenable des richesses produites. À l'opposé de la recherche d'une crois-



sance quantitative, c'est une économie permettant des conditions de vie décentes pour tous, l'accès à la santé, à l'éducation et au bien-être qu'il nous faut.

Les responsables européens devraient abandonner le mythe d'une opposition entre services d'intérêts généraux assurant l'accès universel aux biens publics (comme l'éducation, la santé, les sécurités,...) et la viabilité des marchés. Parce qu'il s'agit bien de renforcer la cohésion sociale et de respecter la dignité humaine, les politiques européennes doivent garantir l'accès universel et égal aux biens publics fondamentaux indépendamment des moyens financiers de chacun(e). Ces défis sont tels qu'ils doivent être relevés de façon significative et efficace à tous les niveaux géographique, local, national et européen, et ce ne sera possible que sur des bases démocratiques.

L'EUROPE DOIT FAIRE QUE « ÉGALITÉ, SOLIDARITÉ ET DÉMOCRATIE » PRENNENT LE PAS SUR LES MARCHÉS

Lorsque la croissance des inégalités et l'insécurité sociale conduisent les citoyens à s'interroger sur la capacité de l'Union européenne à offrir le cadre d'un mieux-vivre pour tous, lorsque les citoyens européens supportent les conséquences de la crise et que les marchés financiers qui en sont à l'origine continuent d'agir comme avant, l'Europe doit répondre en **mettant les citoyens au centre de la construction européenne et en assurant, de toute urgence, que égalité, solidarité et démocratie prennent le pas sur les marchés.**

Une société efficace et en bonne santé démocratique ne résultera que de l'inclusion de tous dans « la vie de la cité ». C'est une condition préalable pour que l'Europe soit une communauté ayant une vision partagée du futur, basée sur une distribution équitable des richesses et d'un bien-être économique, social et démocratique pour tous. La démocratie est l'outil qui peut redistribuer le pouvoir vers ceux qui en sont privés. Solidarité et démocratie marchent main dans la main. Elles s'approfondissent ensemble de même qu'elles régressent ensemble. Aujourd'hui, il s'agit qu'elles repartent de l'avant.



Une attention particulière est nécessaire pour permettre, favoriser et sécuriser la participation et les intérêts des populations touchées par l'exclusion économique et sociale, et qui sont le plus en risque d'être laissées à la lisière des processus démocratiques. Par exemple, on voit le risque d'exclusion touchant les seniors, et les inégalités de genres restent une préoccupation majeure. Mais aussi, la baisse spectaculaire de l'engagement revendiqué par les jeunes vis-à-vis des processus démocratiques classiques impliquent de les associer au travers d'outils participatifs. Avec tous, il s'agit d'avoir des stratégies permettant l'expression d'une citoyenneté active pour pouvoir progresser de façon décisive.

Une société efficace, saine, à la démocratie solide, repose sur la reconnaissance d'une société civile. Des politiques répondant à l'aspiration à une meilleure vie soutiennent l'action de la société civile organisée pour rendre confiance dans les approches collectives, ce qui constitue un antidote décisif contre l'isolement des personnes et de leurs communautés. L'action des organisations de la société civile aident au renforcement de la démocratie dans nos sociétés en donnant force, comme le fait également l'action syndicale, au sentiment d'appartenance à une cause collective et à des préoccupations partagées. Une reconnaissance pleine et entière de leur rôle d'avocat et d'agent du changement, de leur capacité à construire des réponses collectives est essentiel alors que la santé de nos démocraties est en question, d'autant plus que nous sommes en temps de crise.

L'EUROPE DOIT RÉINTRODUIRE LE CERCLE VERTUEUX LIANT POLITIQUES DE COHÉSION ET CITOYENNETÉ ACTIVE

Ceux qui comprennent la nécessité de mettre en œuvre des politiques de cohésion en ces temps de crise doivent reconnaître le rôle majeur que jouent là les organisations de la société civile et en conséquence les soutenir. Le militantisme civique est une nécessité démocratique qui participe du contrôle efficace des institutions et qui veille à la bonne articulation des réponses économiques, sociales et démocratiques qu'elles apportent. Reconnaître la citoyenneté active signifie qu'un véritable dialogue est mené en amont des décisions. Reconnaître l'action civique signifie que les institutions comprennent le besoin de considérer, de respecter et d'aider l'expression active des désaccords

plutôt que d'avoir à faire à une conformité passive. La citoyenneté active, reposant sur la participation d'individus dans la vie de leurs diverses communautés d'appartenance et sur l'animation de débats publics pour discuter des enjeux importants de façon informée, est un préalable à la vitalité de la démocratie en Europe et au développement de sa légitimité.

Les termes de l'article 11 du Traité de Lisbonne sont une expression du besoin pour la construction européenne de la participation de ses citoyens et des associations représentatives, cela alors même que la liberté d'association est incluse dans la Charte des droits fondamentaux.

Ce soutien à la reconnaissance du rôle de la société civile organisée nous amène à avancer là nos revendications pour :

- Un statut pour les associations européennes qui soit la concrétisation d'une liberté essentielle au niveau européen ;
- La mise en place d'outils institutionnels pour l'application des dispositions des paragraphes 2 à 4 de l'article 11 du traité de Lisbonne sur la démocratie participative et le dialogue civil.

Satisfaire ces revendications est essentiel si les responsables politiques et les institutions veulent promouvoir et assurer la participation de tous les citoyens et renverser la tendance actuelle d'un désengagement des citoyens non seulement du projet européen mais de la démocratie elle-même. Et nous, nous cherchons des partenaires pour aller dans cette direction.

PAS DE DÉMOCRATIE .
SANS
MILITANTISME CIVIQUE!



Our members _ Action pour le développement intégré et la formation (ADIF, France) • Association européenne de l'Education (AEDE, Europe) • Association européenne de l'Education (AEDE, France) • Association européenne pour la défense des droits de l'Homme (AEDH, Europe) • Association des Etats Généraux des Etudiants en Europe (AEGEE, Europe) • Athens network of collaborating experts (ANCE, Grèce) • Animafac (France) • Anne Frank's House (Pays-Bas) • ANO pro Evropu (République tchèque) • ARCI associazione di promozione sociale (Italie) • Asociace NNO V Ceske Republice (République tchèque) • Asociace Občanských Poraden (République tchèque) • Asociatia Pro Democratia (Roumanie) • Association Lyon 3 (France) • Association des Etudiants Africains d'Avignon (France) • Association des Etudiants Burkinabés en France • Association des Etudiants de Moldavie en France • Association des Étudiants Tamouls de France • Association for Civil Society Development (SMART, Croatie) • Association for Democratic Initiatives (ADI, Ancienne République yougoslave de Macédoine) • ATD - Quart monde France • Autour du Monde (France) • Babel International • CAP Magellan (Portugal) • Centre de Recherche et d'Etudes Politiques (CREP, Belgique) • Centrum pre Europsku politiku (CEP, Slovaquie) • Civisme et Démocratie (CIDEM, France) • Club International des Jeunes à Paris (CIJP, France) • CIPSI (Coordinamento di Iniziative Popolari di Solidarieta Internazionale, Italie) • Citizens Union Paremvassi (Grèce) • Civic Alliance Latvia • CIVICA - Association d'élus Portugais, Luso Français et Européens de France • Conseil des Mariannes de la République (CMR, France) • Centre for Information Service, Co-operation and Development of NGOs (CNVOS, Slovénie) • Colcréa Paris (France) • COM'Inn (France) • Community Development Institute (CDI, Ancienne République yougoslave de Macédoine) • Confédération des Maisons des Jeunes et de la Culture de France • Confédération Nationale des Junior Entreprises Paris • Contact 2103 (Europe) • Community service volunteers (CSV, Royaume-Uni) • Culture et liberté (France) • Democracy international (Allemagne) • Dévorateurs d'Espace (France) • Documenta (Espagne) • Association d'étudiants francophones (EFPOLIT, Slovaquie) • Equiterre (France) • Erasmus Student Network Nancy (France) • Erasmus Student Network Toulouse (France) • EUROCLIO (Europe) • Eurofil Paris • Europa Haz (Hongrie) • Europa Productions Nantes (France) • Europe Etudiant France • European Center "SN7" (Ancienne République yougoslave de Macédoine) • European Civic Education Foundation (Hongrie) • European Development Center (Italie) • European Institute Foundation (Bulgarie) • European Social Forum Cyprus • Fondation pour la solidarité (Belgique) • Forum permanent de la société civile européenne (Belgique) • Fundacion CIVES (Espagne) • Fundatia pentru Dezvoltarea Societatii Civile (Roumanie) • Genepi Paris (France) • GONG (Croatie) • GSI Italia • Global youth action network (GYAN, Paris) • Initiative for Development and cooperation (IDC, Serbie) • Initiative and Referendum Institute Europe (IRI-Europe, Allemagne) • Initiative for Social Change (InSoC, Ancienne République yougoslave de Macédoine) • Institute of Public Affairs (IPA, Pologne) • Jaan Tonisson Institute (Estonie) • Les Jeunes européens France • Johannes Mihkelson Centre (Estonie) • Jeunesse au plein air (JPA, France) • Kesalukioseura ky (Finlande) • La Liga Española de la Educación y la Cultura Popular (Espagne) • La ligue de l'enseignement (France) • La ligue luxembourgeoise de l'enseignement • Lato Sensu (France) • Legambiente (Italie) • Les Francas (France) • Ligue des droits de l'Homme (France) • Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC, France) • L'Interloque (France) • Movimient Laic i Progressista (Espagne) • Network Democratie (Pays Bas) • Non-Governmental Organizations Information and Support Centre (NISC, Lituanie) • Nyt Europe/Global citizen (Danemark) • Obcan a demokracia (Slovaquie) • Parlement Européen des Jeunes (PEJ, France) • Legal information centre for NGOs (PIC, Slovénie) • Roma Democratic Development association - SONCE (Ancienne République yougoslave de Macédoine) • Rouages (France) • Rural Youth Union (Pologne) • Sorbonne La Géorgie (France) • TERA-Maison de l'Europe de la Charente (France) • The Women's Center (Royaume-Uni) • Visions d'Europe (France) • Youth Work Ireland (Irlande)

European Civic Forum

Le Forum Civique Européen rassemble :
100 associations et ONG
dans 28 pays

Défend une vision de l'Europe basée sur :
La Solidarité, le respect
des droits de l'Homme
et la participation civique

Agit aux niveaux :
Local, National et Européen

UNE CITOYENNETE ACTIVE
POUR UNE DEMOCRATIE RENOUVELEE

www.civic-forum.eu